

# FORMULAIRE DE RESERVATION / DEMANDE DE SUBVENTION « TOP BTP »

Raison sociale : .....

Adresse : .....

SIREN : .....

SIRET : .....

Code Risque : .....

Effectif total de l'entreprise (SIREN) : .....

Activité de l'entreprise : .....

Je soussigné(e), représentant(e) légal de l'entreprise,

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

Mail 1 : .....@.....

Mail 2 : .....@.....

Mail 3 : .....@.....

Téléphone : .....

déclare sur l'honneur (toute fausse déclaration est passible de sanctions et du non-paiement de l'aide ou du remboursement de l'aide accordée) :

☐ que mon entreprise, tous établissements confondus, comporte entre 1 et 49 salariés.

Le nombre de salariés à la date de la demande s'élève à : .....

*Une attestation URSSAF de moins de 6 mois est à joindre avec la demande.*

☐ que mon entreprise est à jour de ses cotisations URSSAF au titre des établissements implantés dans la circonscription de la caisse.

☐ que, pour l'établissement objet de la demande, mon entreprise adhère au Service de Santé au Travail suivant :

.....

☐ que le document unique d'évaluation des risques (DUER) de mon entreprise a été mis à jour depuis moins d'un an et qu'il est tenu à la disposition du service prévention de ma caisse régionale (Carsat, Cramif pour l'Île de France ou CGSS pour les DOM).

Date de sa dernière mise à jour (jj/mm/aa) : .....

*Pour rappel, ce document peut être réalisé en utilisant les outils d'aide à l'évaluation des risques préconisés par l'Assurance Maladie – Risques professionnels (OIRA, outil OPPBTP ...)*

- ☐ que les institutions représentatives du personnel de mon établissement ont été informées de la démarche engagée pour bénéficier de cette Subvention Prévention TPE.
- ☐ avoir communiqué le cahier des charges de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (si existant) à l'entreprise ou aux entreprises émettrice(s) du/des devis.
- ☐ que le cumul des financements publics ne dépasse pas 70% du montant total de l'investissement et la formation n'est pas prise en charge par un opérateur de compétences (OPCO) ou le crédit d'impôt formation.
- ☐ avoir pris connaissance des conditions d'attribution de la présente Subvention Prévention et les accepter.
- 

Je vous adresse :

- ☐ une attestation URSSAF intitulée « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales » datant de moins de 6 mois

- ☐ une attestation de non assujettissement à la TVA  
(si entreprise concernée)

- ☐ une copie du ou des devis détaillé(s) avec mention de la conformité au cahier des charges (si existant)  
(uniquement pour les réservations)

Montant total des devis :

Date prévisionnelle du dernier achat (jj/mm/aa) :

- ☐ une copie du ou des bons de commandes mentionnant la conformité au cahier des charges (si existant)  
(uniquement pour les réservations)

- ☐ un duplicata ou une copie de la ou des factures acquittées comportant les éléments figurant dans l'annexe 1 des conditions d'attribution de la Subvention Prévention

- ☐ un RIB comportant les éléments figurant dans l'annexe 1 des conditions d'attribution de la Subvention Prévention

- ☐ une attestation sur l'honneur de délivrance d'une information sur les risques et d'une formation au montage de l'équipement.  
(uniquement pour les matériels concernés et autres qu'échafaudages)

- ☐ un certificat CACES® R486 justifiant la formation des salariés  
(uniquement pour les tables à maçonner non mobiles et non empilables et les micro PEMP de faible largeur)

- ☐ l'attestation de formation ou l'attestation de présence de l'organisme de formation ou le certificat ; à défaut, la feuille de présence signée pour les formations des agents, de l'animateur et de l'encadrement.  
(pour les formations permettant une montée en compétence ET les formations échafaudages)

Fait à .....le --/--/202.

Signature obligatoire\* et cachet de l'entreprise

---

\* Attestation obligatoirement signée par l'un des représentants légaux de l'entreprise